



COMITE D'ACTION POUR LE RENOUVEAU

Bè N'Tifafa Komé - Rue NFK Lac de Bè
Rive Nord - BP 06 Tél : 98 01 84 13 / 91 53 32 31
Email : carrepublicaintogo@gmail.com

COMMUNIQUE DE PRESSE

Relatif à l'organisation des élections législatives et régionales du 13 avril 2024

Le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) a pris connaissance du contenu du communiqué ayant sanctionné le conseil des ministres du Jeudi 08 février 2024.

Le CAR constate que le gouvernement a ignoré les multiples appels de la classe politique à des discussions approfondies au sein du CPC repensé sur les conditions d'organisation des élections apaisées et s'est obstiné à dérouler son agenda unitaire.

Le CAR regrette que le gouvernement n'ait pas pris en compte notamment:

- 1- les préoccupations relatives au découpage électoral où la préfecture de Vo avec quatre 4 communes et plus peuplée s'est vue attribuer 3 sièges de députés alors que la préfecture de Blitta moins peuplée avec 3 communes a obtenu 4 sièges de députés ;
- 2- une délimitation claire des préfectures de Golfe et d'Agoe-Nyivé ;
- 3- la demande relative à l'intégration des potentiels électeurs mis à l'écart lors du recensement électoral essentiellement dans la zone 1 et ceux ayant acquis l'âge de vote au cours de la période post-recensement pour ainsi améliorer le fichier électoral ;
- 4- le renouvellement de la CENI pourtant acté au CPC et les autres institutions impliquées dans l'organisation de ces élections ;
- 5- la nécessité d'organiser des élections générales en 2025 ;
- 6- l'urgence de s'accorder sur un règlement politique du contentieux électoral ;
- 7- les propositions relatives aux mesures d'apaisement facilitant le retour au pays des exilés politiques afin d'organiser des élections inclusives ;

Contre toutes ces aspirations légitimes et républicaines, le gouvernement a préféré l'augmentation exponentielle de la caution des candidats au mépris des dispositions de l'Accord Politique Global (APG).

Le CAR déplore que le gouvernement ait pris l'option d'organiser des élections dans des conditions non consensuelles mettant à rude épreuve la cohésion sociale dans un contexte sous régional très volatile.

Notre pays le Togo vient ainsi une fois encore de rater une aubaine à organiser des élections transparentes, équitables, crédibles et acceptables par l'ensemble de la classe politique.

Le CAR estime que le gouvernement a encore la possibilité de travailler à garantir un climat d'apaisement avant ces élections.

Fait à Lomé, 10 février 2024

Pour le CAR
Le Président National



Yao DATE

Vérité - Liberté - Justice